



Orientation des étudiants : « Les inégalités financières réfrènent les aspirations et privent les territoires de nombreux jeunes talents »

Cyprien Canivenc et Emma Rouvet, de la fédération Des territoires aux grandes écoles, appellent à lutter contre les freins financiers, obstacles à l'ambition des lycéens ruraux. Tribune. Lorsque l'on s'attache à la question de la ruralité et de l'enseignement supérieur, deux constats émergent immédiatement : les lycéens ruraux s'autocensurent et manquent d'informations sur les cursus sélectifs. Une fois le sentiment d'illégitimité combattu et l'information parvenue jusqu'à eux, le départ vers une « grande école » semble à portée de mains.

Mais il s'agirait encore d'avoir les moyens financiers de partir : le budget mensuel moyen d'un étudiant est de 900 euros, selon une étude de l'Observatoire national de la vie étudiante. Et pour les bacheliers de nos territoires, en raison du nécessaire déménagement et des trajets réguliers, les coûts d'entrée dans la vie académique sont encore plus importants. Parfois trop importants pour les futurs étudiants et leurs familles.

Pour les jeunes des territoires, issus des zones rurales et des villes éloignées des grandes métropoles, les préoccupations financières s'ajoutent alors aux appréhensions de « sauter le pas ». Elles conduisent à privilégier la proximité à l'ambition et l'accessibilité à l'excellence. Comme le souligne Grégory, originaire de Mazamet (Tarn) et désormais étudiant en classe préparatoire à Toulouse, « le financement des études représente une barrière, notamment dans le choix de la ville »

Un ensemble de solutions

Les inégalités financières réfrènent ainsi les aspirations et privent les territoires de nombreux jeunes talents, tant les départements éloignés des métropoles sont fertiles. Les aides publiques existent, bien sûr, mais elles sont trop souvent insuffisantes. Nous devons donc agir pour rendre les cursus sélectifs réellement accessibles à toutes et tous. Comme le souligne Léa, actuellement en études de médecine après son lycée à Saint-Pourçain-sur-Sioule (Allier), « l'égalité des chances doit permettre à tous les jeunes, et ce, quels que soient leur situation sociale, familiale, leur(s) origine(s), leur lieu de vie, de pouvoir accéder, dans de bonnes conditions, à l'enseignement supérieur »

Pour y parvenir, un ensemble de solutions est sur la table. Des pays nordiques proposent des bourses plus importantes qu'en France, comme au Danemark avec près de 6 000 euros en moyenne par an. Des pays anglo-saxons ont mis en place un système de prêts à remboursement contingent, dont le remboursement ultérieur varie en fonction des revenus professionnels de l'ex-étudiant une fois installé sur le marché du travail.

Notre fédération, Des territoires aux grandes écoles, propose, quant à elle, que les élèves boursiers bénéficient de la gratuité des frais de scolarité dans l'ensemble des filières sélectives. Un système de frais progressifs, prenant en compte la situation financière des familles des étudiants, pourrait également y être mis en place. Quelles que soient les solutions choisies ou expérimentées, il faut désormais agir. C'est là « une priorité et un enjeu d'avenir » comme l'a récemment souligné un rapport du Sénat paru en juillet 2021 sur la mission d'information autour de la vie étudiante.

L'action locale comme ciment de la solidarité

Et cette priorité est à portée de main. A notre échelle associative, nous avons créé un dispositif de bourses d'étude dans les territoires ruraux. Financées par des entrepreneurs locaux, elles libèrent les étudiants de la contrainte financière tout en développant la solidarité territoriale. Antoine, lauréat boursier du Pays basque aux grandes écoles en 2018 et originaire d'Hendaye, nous confiait : « Pendant ma classe préparatoire, la bourse m'a apporté une sécurité financière en cas de problème, très nécessaire en ces temps déjà bien chargés. » La bourse rend également possible une expérience à l'étranger, le temps d'un semestre ou d'une année.

Une fois leur cursus dans le supérieur achevé, il y a fort à parier que les lauréats boursiers souhaiteront, à leur tour, contribuer au dynamisme économique local en finançant la bourse d'un lycéen ou en rentrant dans leur territoire poursuivre leur vie professionnelle. C'est d'ores et déjà ce que met en avant Julie, lauréate de la Mayenne : « Cette bourse représente beaucoup : elle va me permettre d'entrer dans le monde des études plus sereinement. J'ai l'impression d'être encouragée à réussir. Je suis fière d'avoir été choisie pour recevoir cette bourse et espère un





jour aider aussi d'autres jeunes qui souhaitent, comme moi, intégrer une grande école, même s'ils viennent de la campagne. »

La croissance des entreprises de nos territoires sera alors soutenue par le retour de jeunes à l'issue de leur formation. Des territoires aux grandes écoles puis des grandes écoles aux territoires : le cercle vertueux de la solidarité locale est activé.

Parce que les parcours de chacun dessinent les territoires de demain, pour enclencher cette solidarité locale bénéfique à tous, il est de notre intérêt et de notre devoir d'agir contre les inégalités des chances territoriales.

Des territoires aux grandes écoles est une fédération de 44 associations qui œuvre pour l'égalité des chances et le développement des territoires ruraux. Son dessein est double : lever l'autocensure et le manque d'informations des lycéens ruraux quant à l'accès aux cursus sélectifs du supérieur et favoriser le retour des étudiants diplômés dans leur territoire d'origine.

